NOUREDDINE KHELASSI

LA VIOLENCE

IL A FALLU LES MASSACRES de Sidi Raïs, Hammadi, Sidi Youssef et Bentalha, dans la ceinture de la misère algéroise[1], pour qu'une certaine stupéfaction s'empare de l'opinion publique en France devant l'horreur indicible des tueries et leur « illisibilité » politique : qui tue ? Qui tue qui ? Pourquoi en est-on arrivé à cette exacerbation de la violence ? Et pourquoi tout particulièrement contre des populations isolées ne constituant guère un enjeu politique ou militaire dans la guerre sans merci que se livrent depuis 1992 régime militaire et groupes armés islamistes ?

« Une explication est dès lors présente dans la plupart des esprits : c'est l'existence de l'islamisme qui a conduit l'Algérie dans l'état où nous la voyons aujourd'hui[2]. » Mais cette explication univoque a vécu : le doute même véhiculé par la question « Qui tue en Algérie ? » évacue désormais les *a priori* explicatifs longtemps en vogue pour insister, fait nouveau, sur les ressorts complexes d'une violence dont les auteurs apparents ne sont pas forcément très nombreux.

Il est vrai qu'en Algérie, peut-être plus qu'ailleurs, existe un imaginaire de guerre commun à tous les acteurs du conflit et subsiste une forte croyance, forgée par des siècles d'une histoire tourmentée, dans la force comme moyen privilégié de règlement des différends personnels et des contradictions sociales. En outre, il y a dans le vécu historique d'un peuple confronté quasi périodiquement à des envahisseurs de

1. A l'automne 1997, des groupes armés, ivres de folie meurtrière, ont massacré des familles entières sans que les services de sécurité interviennent alors que certains de leurs casernements étaient proches des lieux de massacre. Les bilans officiels sont bien en deçà de la réalité : les différentes sources donnent le chiffre d'environ 1 200 morts.

2. Gilbert Grandguilhaume, *Les Violences en Algérie*, Paris, Odile Jacob, 1998, p. 7.

nombreuses périodes de violence dans lesquelles d'aucuns pourraient voir une préhistoire de l'islamisme violent. D'autant que l'Algérie, notamment depuis l'arrivée des Turcs, a toujours compté une « noblesse guerrière » et ce que Mostefa Lacheraf n'hésite pas à qualifier de « féodalités mercenaires et dynastiques[3] ». Certes, il y a aussi un « imaginaire islamique » qui, depuis la mort du Prophète, alimente « l'ardente aspiration à la Cité Vertueuse », selon la belle formule de Mohamed Arkoun, qui s'est sans cesse amplifiée à la mesure des démentis infligés par l'histoire du califat et du sultanat[4]. Cette « ardente aspiration » est proportionnelle à la frustration renforcée durant des siècles par l'échec permanent de la revendication d'un gouvernement idéal (*Houkoumat el-khilafa*) conforme aux exigences de la *chari'a*. Présente dans l'esprit des modérés comme des radicaux islamistes algé-

riens, cette aspiration et la frustration récurrente expliquent en partie et en partie seulement le recours à la violence.

Bien d'autres facteurs sont à rechercher dans l'historicité de la société algérienne, dans l'anthropologie politique, la sociologie, le rapport de l'Islam à l'État et de l'État à la religion, l'histoire de la création et du règne d'États et de féodalités et celle des colonisations et de l'indépendance, pour expliquer les ressorts de la violence autrement que par la référence à l'imaginaire islamique – qui, du reste, ne peut surdéterminer les comportements des différents acteurs de la violence. Comme le mentionne Mohamed Arkoun, les solidarités traditionnelles (*assabiyya*) antérieures au discours fondamentaliste des islamistes, les stratégies d'alliance entre familles, clans et tribus, les ambitions pour contrôler l'appareil d'État peuvent revêtir plus de signification que les slogans islamistes sur la Cité Vertueuse qui recouvrent d'un voile sacré des forces et des mécanismes archaïques et toujours récurrents de conquête du pouvoir et d'un statut social[5].

Certes, devant l'« illisibilité » politique du champ du *djihad* et le nihilisme barbare des groupes islamistes extrémistes ajoutés à leurs discours anti-occidental, antisémite et hostile à l'ensemble des « religions du livre[6] », beaucoup en France ont été séduits par l'idée que

3. Mostefa Lacheraf, *L'Algérie : nation et société*, Paris, Maspero, 1965, p. 24.

4. Mohamed Arkoun, *L'Islam, morale et politique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1986, p. 121.

5. *Ibid.*, p. 55.

6. L'assassinat de religieux chrétiens traduit, notamment dans l'esprit des contempteurs et rédempteurs du GIA, une réaction à une tentative d'évangélisation pouvant contrarier la réislamisation de la société algérienne.

seul l'islamisme radical était porteur de violence, la contre-violence exercée par l'État étant légitime et donc extérieure au propos. Quant aux spécialistes, ils recherchent dans une combinaison de facteurs (imaginaire de guerre, imaginaire religieux, colonisation, crise économique et échec de l'État depuis l'indépendance, injustices sociales, faible redistribution des richesses nationales, accaparement de la rente pétrolière par une minorité, poids de l'armée sur le pouvoir et la société, etc.) l'explication la plus dynamique de l'irruption et des modes d'expression de la violence[7].

« Guérillas Politiques, Guérillas Révolutionnaires »

L'étude des « schémas d'intelligibilité » de la violence permet de dresser une typologie de la violence. Luis Martinez en dégage notamment deux en distinguant les « guérillas politiques » et les « guérillas révolutionnaires »[8]. A ces deux types de violence ne couvrant que le seul champ d'intervention des acteurs islamistes, il faut ajouter la violence d'État et celle que l'on pourrait qualifier de diverse et colatérale. Sont classées dans cette troisième catégorie les violences dues à la fois aux dérives folles des groupes armés islamistes et aux luttes pour le monopole du *djihad* entre factions islamistes rivales. S'y ajoutent également celles imputées aux exactions des services de sécurité, aux excès des forces auxiliaires (milices, gardes communaux, « patriotes » et autres GLD, les groupes de légitime défense rémunérés et armés par l'État) et, enfin, aux interventions plus obscures d'agents anonymes, d'escadrons de la mort, de groupes mafieux et de différents « électrons libres » relevant du banditisme, de la petite délinquance et d'une dynamique de règlements de comptes sociaux en milieu urbain ou rural.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la trêve militaire « décrétée unilatéralement » par l'AIS, le bras armé du FIS, interdit le 1er octobre 1997, sept factions islamistes ont défini leur action militaire dans le prolongement de l'action politique du FIS. Il s'agit de l'AIS, Armée islamique du salut, créée officiellement à l'été 1994[9] ; du MIA, Mouvement de

7. Luis Martinez, notamment, dans *La Guerre civile en Algérie* (Paris, Karthala, 1998), en fait une méthodique démonstration.

8. *Ibid.*, p. 302.

9. En fait, l'AIS a existé bien avant cette date, ayant été mise en place pratiquement en même temps que l'Instance exécutive du FIS à l'étranger (IEFE, dirigée par Rabah Kebir). Son entrée en action à l'est et à l'ouest du pays remonte en effet à l'été 1994.

l'État islamique de Mansouri Meliani [10] et Abdelkader Chebouti [11] ; du MEI, Mouvement de l'État islamique du lieutenant Saïd Mekhloufi [12] ; de la LIDD, Ligue islamique de la *da'wa* et du *djihad*, dirigée par Ali Benhedjar, ancien dirigeant du FIS à Médéa ; enfin, du FIDA, Front islamique du *djihad* armé, basé à Alger, spécialisé dans l'assassinat « d'agents de l'État et de ses auxiliaires » et dont on ne connaît pas les chefs. A ces cinq organisations armées, il faut ajouter deux groupes agissant dans la banlieue est d'Alger, à savoir le Groupe de Mustapha Kertali et *El Baqoune A'la El-Aâhd* (la « Brigade des fidèles au serment ») dirigée par un certain Abou Djamil, un vétéran des guerres d'Afghanistan et de Bosnie. L'AIS est en fait, au départ, un regroupement d'éléments appartement au MIA et au MEI, qui compte aussi des déserteurs de l'armée réunis au CFIDA, le Conseil du front islamique du *djihad* armé, peu connu mais qui visait à débaucher à son profit des militaires de l'armée algérienne.

Dès le départ, tous ces groupes ont affirmé agir d'abord en raison de l'interruption du processus électoral en janvier 1992 et viser, par leur action militaire, à contraindre le régime à réintégrer le FIS dissous dans le champ politique et à libérer ses dirigeants historiques embastillés par l'armée. Ces mouvements armés se sont donc lancés dans la guérilla au titre d'enjeux politiques et se distinguent des autres factions de la nébuleuse islamiste qui prétendent agir dans le cadre moins clair du *djihad*, pour l'édification de l'État islamique idéalisé.

Entreprise de réhabilitation du *djihad*, ainsi que la définit Luis Martinez [13], l'AIS s'inspire directement du modèle de l'ALN, l'Armée de libération nationale (1954-1962), et se donne comme objectif de restituer un but politique à l'usage de la violence. Alors, tout en ciblant l'armée, les services de sécurité, les grands commis de l'État et certaines infrastructures de base (ponts et moyens de télécommunication, notamment), elle se démarque du GIA et des autres groupes apparentés en incriminant les motivations de leur stratégie de guerre et en entreprenant une critique politique et religieuse systématique du GIA.

10. Mansouri Meliani, membre du MIA créé par Mustapha Bouyali (1982-1987), a été jugé et condamné à mort par une cour spéciale à Alger en 1993.

11. Tel un phénix renaissant de ses cendres le « général » Chebouti a été donné pour mort à plusieurs reprises. Sa mort n'a jamais été annoncée officiellement ou confirmée par des sources islamistes crédibles.

12. Saïd Mekhloufi, ancien rédacteur en chef de l'organe du FIS *El Mounqidh*, est un ancien lieutenant du « commissariat politique » de l'armée algérienne. Il a été également journaliste au quotidien gouvernemental *El-Massa*.

13. Luis Martinez, *op. cit.*, p. 312.

Ses opérations militaires demeurent d'autant plus circonscrites que son chef, l'émir Madani Mezrag[14], lui confère une visibilité et une lisibilité politiques en faisant dès le départ acte d'allégeance à la « direction historique » du FIS. Se voulant à la fois chef militaire et politique, Mezrag définit ainsi la hiérarchie de la prise de décision au sein du FIS : « Les positions et les décisions capitales sont prises par la direction historique du parti représentée par : 1) les *chouyoukh* Abassi Madani et Ali Benhadj ; 2) l'AIS représentée par son émir national, le cheikh Madani Mezrag ; 3) les cinq *chouyoukh* mis en liberté [en 1994] ; 4) l'Instance exécutive du FIS à l'étranger, représentée par le cheikh Rabah Kebir[15]. »

Dès le départ, l'AIS fut contrainte de faire face à la logique de « l'ennemi à deux têtes », l'armée et le GIA, « son allié objectif », selon les formules d'un ancien officier de l'ALN, conseiller politique et militaire du chef de l'AIS[16]. Madani Mezrag, autant que ce conseiller et les deux autres chefs de l'AIS, respectivement à l'est et à l'ouest du pays, Mustapha Kebir[17] et Mohamed Benaïcha, estiment que les commandos du GIA sont des « aventuriers du *djihad* » et jouent un rôle bénéfique au régime en entrant eux-mêmes en guerre contre les acteurs islamistes pratiquant la violence comme moyen de négociation politique. La lutte pour le monopole du *djihad* et la guerre contre la population, combattue pour sa neutralité, sa collaboration avec le régime et le « manque d'ardeur de sa foi », favorisent le régime, rendent l'espace du *djihad* illisible et manifestent le nihilisme destructeur des groupes armés. L'AIS devient ainsi victime d'une image fortement dépréciée que son action militaire ciblée ne parvient pas à corriger en raison de l'absence quasi totale d'une visibilité médiatique[18].

De ce fait, l'AIS s'est vite trouvée dans l'obligation de tenir un

14. Originaire de Jijel, à l'est, Madani Mezrag n'est pas un « Afghan arabe », à l'instar de certains chefs des GIA, comme Djaafar El Afghani. Dirigeant du FIS à Jijel et élu sur ses listes en 1990 et 1991, il est aussi un imam formé sur le tas. Adepte des arts martiaux, il est connu aussi sous le surnom de « la Mandarine » en raison de son physique de rouquin.

15. Communiqué n° 3 de l'AIS, in *El Mounqidh*, n° 6, juin 1995. *El Mounqidh*, organe central du FIS, interdit en 1992, a été relancé par l'instance exécutive en Europe en 1995.

16. Ancien compagnon du colonel Chaâbani, assassiné sous le régime du président Ben Bella, ce « conseiller » est le frère d'un membre fondateur du FIS. Nous respectons son anonymat.

17. Mustapha est le frère cadet de Rabah Kebir, président de l'IEFE.

18. Entretien entre l'auteur et le conseiller de Madani Mezrag, en mars 1995.

« double front » contre l'armée et le GIA, également accusé d'avoir ruiné le capital de sympathie parmi les populations qui constituaient le gisement électoral du FIS. Une partie de ces supporters sera par ailleurs vampirisée par le Hamas-MSI de Mahfoud Nahnah et Ennahda de Abdallah Djaballah, partis islamistes légaux, le premier participant actuellement à la coalition gouvernementale dominée par le parti présidentiel, le RND.

Le fait d'être prisonnière de la logique de guerre mise en œuvre par le GIA et l'armée n'a pas empêché l'AIS de faire preuve d'une capacité de nuisance réelle et d'une présence territoriale beaucoup plus importante que ne le laissent penser la presse et les officiels algériens, du fait que l'aile militaire du FIS n'ait jamais été vraiment présente dans l'Algérois, région propice aux coups spectaculaires et médiatiques

en raison de la proximité des médias et des chancelleries étrangères. Jusqu'en septembre 1995, l'AIS a tenu près de 50 % du territoire du nord du pays sans commettre d'exactions contre des civils, sauf quelques assassinats de journalistes accusés de servir la « propagande du régime ».

Légitimation de la Violence de l'État

Contrainte d'exercer une double violence ciblant l'armée et le GIA, l'AIS fut la première victime d'une savante entreprise de diabolisation de la guérilla islamiste qui correspond à une stratégie de relégitimation d'un pouvoir discrédité, exerçant lui-même une violence légitime (contre-terrorisme) et une autre plus floue mais moins légitime, nécessitée par la délégitimation systématique de la contestation armée islamiste. Bien sûr, ce type de violence, en raison de la confusion qui règne dans le champ du *djihad*, était « spontanément » imputée aux islamistes sans distinction aucune. Loin de l'idée de cet officier des « services » français[19], le régime n'a pas créé le GIA de toutes pièces mais l'a encouragé dans sa voie nihiliste de l'exercice de la violence révolutionnaire contre la population[20]. S'il avait quelque peu tort de

19. Cité par Hubert Coudurier, *Le Monde selon Chirac*, Paris, Calmann-Lévy, 1998, p. 200.

20. Pour des raisons stratégiques compréhensibles, liées aux exigences de la lutte antiterroriste, de sa propre survie et de son redéploiement politique, le régime a instrumentalisé le GIA en infiltrant le cœur de son dispositif, selon des techniques apprises, notamment, auprès du KGB et des services de renseignements roumain ou est-allemand, et dans lesquelles les services algériens excellent particulièrement.

dire qu'« il fallait créer une entité [le GIA] pour déborder l'AIS », cet officier anonyme avait en revanche raison de souligner qu'il fallait en effet déborder l'AIS en favorisant « un cycle provocation-répression permettant d'accélérer par ailleurs les livraisons d'armes [à l'armée] et d'obtenir le soutien de l'Occident »[21].

Le régime a brillamment atteint cet objectif. Puisque, outre le soutien de l'Occident, de bons résultats proprement militaires et le succès de l'entreprise de diabolisation et de délégitimation de la guérilla politique ont obligé l'AIS et tous les mouvements qui ont visé à donner un sens politique à leur violence à observer un cessez-le-feu depuis le 1er octobre 1997. Du point de vue du numéro un *bis* du régime, le général de corps d'armée Mohamed Lammari, chef d'état-major de l'ANP (Armée nationale populaire), il s'agit bel et bien d'une « reddition pure et simple » de l'AIS et de ses satellites, contraints désormais d'être des alliés objectifs du régime en se lançant dans un nouveau chapitre de guerre contre le GIA. Ce dernier, en s'attaquant systématiquement et simultanément aux populations civiles et aux factions de la guérilla politique, a permis au régime de rendre acceptable et « politiquement correct » son propre exercice de la violence et d'atteindre un triple objectif : entretenir une plus grande cohésion dans ses appareils répressifs et souder ses centres de décision, faciliter une recomposition contrôlée du champ politique à son bénéfice et, enfin, reconstituer la rente au profit de nouvelles clientèles et à la faveur de l'exploitation de la menace islamiste. Celle-ci s'est révélée être une « rente géopolitique » lucrative, comme le souligne fort à propos Luis Martinez.

VIOLENCE DU GIA ET DES « ÉLECTRONS LIBRES »

Dès l'origine, ces groupes se sont inscrits dans une logique fonctionnant dans le registre de la religion (le peuple n'est pas suffisamment musulman) et de la paranoïa politique qui l'incite à classer le peuple en « ennemi de l'islam » ou en « partisan du *djihad* ». Ils ont ensuite déclaré la guerre à l'ensemble des groupes qui utilisent la violence comme moyen de favoriser une négociation politique. En refusant la paix, la trêve et la négociation, le GIA a rendu suffisamment flou le champ du *djihad* pour que d'autres formes de violence s'exercent

21. Cité par Hubert Coudurier, *op. cit.*

contre la population en puisant à d'autres sources de motivation : racket, règlements de comptes, ascension sociale, moyens d'appropriation de richesses, accaparement de terres, guerre pour le monopole du *djihad*, vengeances familiales anciennes remontant parfois à la guerre d'Algérie...

Bref, le GIA, sans être exactement, comme le pense Luis Martinez, « la face occulte d'un régime militaire confronté à la recomposition nécessaire de ses ressources économiques et de sa base politique », a favorisé la réalisation de ce double objectif en décrétant une guerre incompréhensible s'attaquant à la fois à l'ordre politique, à l'ordre familial, aux adversaires dans le camp islamiste et à l'Occident.

Six ans après l'éclatement du conflit, les formes de violence restent toujours aussi variées (attentats individuels, massacres, bombes, égor-

gements, décapitations) alors que la liste des acteurs s'est peu à peu réduite sans que la carte de la violence en soit profondément modifiée, même si par moments on a enregistré des déplacements du centre de gravité de la violence, au gré du rapport de force armée-groupes islamistes armés. Avec le retrait de l'AIS et de l'ensemble des mouvements de la guérilla politique, rejoints par des groupes dissidents du GIA gagnés par ce qu'on pourrait appeler l'« effet Mezrag », le champ de la violence est désormais un peu plus lisible. N'y sont exercées aujourd'hui que les violences imputées au GIA, au régime et aux différents groupes non identifiés, notamment d'origine mafieuse, à un moment où s'opèrent des reclassements économiques et sociaux en prévision des privatisations et de la libéralisation de l'économie qui nécessite une recomposition du pouvoir lui-même. Cette dernière, précédée par la recomposition politique menée depuis novembre 1995 avec l'élection du président Zeroual, n'exclut pas des ajustements violents que permet encore le « flou artistique » entretenu par la confrontation désormais directe pouvoir-GIA.

Un Scénario à la Colombienne ou à la Péruvienne

Ces recompositions politiques, économiques et sociales seraient d'autant moins douces qu'aujourd'hui se généralise le métier des armes et que l'État a délibérément, mais parfois à son corps défendant, abdiqué une portion de son monopole de la violence, en armant et en rétribuant à cet effet une partie de la population. La consolidation institutionnelle du pouvoir hégémonique de l'armée, qui s'est donné

une façade civile « démocratiquement correcte », dans un monde arabe qui l'est moins à plus d'un égard, a ôté à l'exercice de la violence par les islamistes tout caractère politique, donc légitime et intelligible.

Désormais, à l'exception de la violence pratiquée légitimement par l'État contre une violence devenue illégitime exercée par des groupes nihilistes, les actes de violence que connaîtra malheureusement l'Algérie la placeront dans un scénario à la colombienne ou à la péruvienne. S'installant dans une guerre d'usure où elle fera face à une « violence résiduelle » mais meurtrière, d'origine mafieuse ou religieuse, l'Algérie a toutes les chances de vivre un conflit de basse intensité appelé à s'inscrire dans la durée.

Les transformations économiques et sociales qui s'y déroulent, en l'absence d'alternatives politiques crédibles au régime, se feraient dans la violence, les conditions de la poursuite de cette dernière étant réunies : 1) privatisation accrue de la violence ; 2) généralisation du métier des armes ; 3) absence de couverture et de justification politiques de la violence dans le camp islamiste ; 4) blocage du champ politique qui ne permet pas une alternance au pouvoir ; 5) potentiel énorme de rancœurs et de désirs de vengeance accumulés depuis le début de la guerre civile ; 6) profond sentiment d'injustice sociale né d'un accaparement de la rente par les anciennes et les nouvelles élites, notamment les « seigneurs de la guerre » ; 7) reproduction des élites par et dans la violence ; 8) guerres de *leadership* au sein de chaque camp ; 9) approfondissement de la croyance (culture) dans les vertus de la violence comme mode de promotion sociale et de renouvellement des élites ; 10) effondrement des classes moyennes et paupérisation des classes défavorisées qui fourniront les futurs contingents de contestataires, alors que les ressources du pays sont obérées par la faible redistribution et le taux de croissance démographique toujours très élevé (3 % par an).

Demain, une Alternative Démocratique ?

La guerre civile en Algérie, si elle a révélé la vacuité de l'utopie islamiste comme alternative politique au régime et au mythe de l'armée comme garante de la nation[22], ne risque pas de déboucher à court ou à moyen terme sur une modernité politique qui bannirait l'usage de la violence sous toutes ses formes. Cette perspective, au risque de

22. Luis Martinez, *op. cit.*, p. 376.

paraître comme une Cassandre des temps modernes, nous paraît lointaine. Ce n'est pas encore demain que l'Algérie connaîtra sans douleur l'avènement d'un État fondé sur autre chose que l'idéologie d'une guerre de libération réifiée ou d'une utopie islamiste voulant, sans en avoir les moyens conceptuels et matériels, instaurer par la force la *Medina el-Fadila*, la Cité Vertueuse, dont même le Prophète n'avait pas esquissé les contours.

Le régime militaire à l'algérienne, c'est-à-dire avec une façade civile pluraliste et une opposition alibi et de bon aloi, a encore de beaux jours devant lui. A moins que les réformes économiques libérales ne déterminent un minimum démocratique incompressible comme ce fut le cas en Amérique latine. Pourtant, en Algérie, le miracle serait que cela se réalise sans violence. Mais les Algériens sont-ils capables de se faire violence dans ce but ?

RÉSUMÉ

La violence qui déferle sur l'Algérie depuis 1992 n'est pas due à la seule interruption du processus électoral et à l'interdiction du FIS, qui en ont été les détonateurs. Crise économique, rejet d'un pouvoir impopulaire, volonté de ce dernier de se maintenir et se redéployer, imaginaire de guerre et imaginaire religieux se conjuguent notamment pour expliquer les ressorts et l'expression des violences.